

Mosellans en Périgord

1940-1945



Visite du préfet de la Moselle, Charles Bourrat, chez Bata à Neuvic-sur-Isle en janvier 1942
(Archives municipales de Neuvic)

Catherine Schunck
Juin 2026

SOMMAIRE

Préambule	p.3
Introduction	p.4
Le département de la Moselle	
Les débuts de la Seconde guerre mondiale	
Les Expulsions	p.5
La politique de germanisation	
Les différentes vagues d'expulsions	
Les conditions de départ et de voyage	
Les protestations du gouvernement français	
La création des organismes d'entraide	
En Périgord	p.13
L'arrivée en Dordogne	
Répartition dans le département	
L'hébergement	
La vie scolaire	
La vie religieuse	
La vie de tous les jours	
Rôle des Mosellans dans les maquis de Dordogne	
Victimes civiles de la répression allemande	
Le retour en Moselle	p.23
Le temps du souvenir	p.24
Les jumelages	
Mussidan et Vigy	
Tourtoirac et Rémilly	
Condat-sur-Vézère et Rodalbe	
Autres liens	
Saint-Vincent-de-Connezac et Luppy	
Neuvic-sur-Isle et Pange	
Souvenir des Résistants morts au combat	
Annexe	p.29
Notes	p.31
Sources et bibliographie	p.33

PRÉAMBULE

Le Périgord a toujours été une terre d'asile : Espagnols libéraux en 1830-1832, carlistes de 1834 à 1876, républicains en 1936-1939 ; Polonais en 1833, puis de 1919 à 1939 ; Français du Nord et de l'Est de la France et Belges de 1914 à 1918, pour ne citer que les principaux.

En septembre 1939, la Dordogne fut choisie comme département d'accueil pour environ 100 000 Alsaciens évacués du Bas-Rhin. Ceux-ci furent rejoints en mai-juin 1940 par d'innombrables réfugiés de toute origine, fuyant les combats : en juillet 1940, Périgueux comptait plus de 100 000 habitants au lieu de 37 000 en 1936.

La plus grande partie d'entre eux repartit à l'automne 1940 mais environ 15% restèrent.

C'est à ce moment-là que les nazis décidèrent, pour mieux germaniser l'Alsace-Lorraine, d'en expulser tous les indésirables à leurs yeux. La Dordogne servit à nouveau de département d'accueil pour des Alsaciens et surtout des Mosellans.

Le département de la Dordogne a été très marqué par la Résistance dont le souvenir tend à occulter dans les mémoires celui des événements qui l'ont précédée et qui ont joué un rôle important dans cette Résistance : les Alsaciens et les Mosellans étaient profondément patriotes, antiallemands. Les jeunes n'avaient qu'un désir : partir libérer leur « petite patrie ».

Nous avons longuement évoqué la présence alsacienne dans de précédents ouvrages. Nous voudrions ici redonner toute leur place aux Mosellans.

Tous nos remerciements vont à Patrick Capet et Fernand Hacquard qui nous ont apporté des documents très précieux, et à Noël Balout qui nous a encouragés à entreprendre ce travail de mémoire.

INTRODUCTION

Le département de la Moselle

La Moselle est l'un des 83 départements français créés par la Révolution en 1790. Formé à partir de la principauté épiscopale de Metz, de la partie nord du duché de Lorraine et d'une partie du duché de Bar, il comprenait quatre arrondissements : Metz, Briey, Sarreguemines et Thionville. Son territoire subit ensuite quelques modifications, notamment à la suite des traités de Paris de 1814 et 1815.

Au traité de Francfort le 10 mai 1871, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin (sauf le territoire de Belfort), les arrondissements de Sarreguemines, Metz, Thionville et onze communes de l'arrondissement de Briey en Moselle, les arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg (moins neuf communes) dans la Meurthe, et les cantons de Saales et Schirmeck dans les Vosges furent annexés à l'Allemagne.

Les arrondissements restés français de la Meurthe (Lunéville, Nancy et Toul) et de la Moselle (arrondissement de Briey) formèrent le département de la Meurthe-et-Moselle.

Il est à noter que le pays messin et la majeure partie du Saulnois, annexés par la Prusse, parlaient le français et non le francique lorrain.

En 1919, lorsque la Moselle redevint française, elle conserva les anciens arrondissements de Boulay-Moselle, Forbach, Metz, Sarreguemines et Thionville ainsi que ceux de Château-Salins et Sarrebourg qui, avant 1871, appartenaient au département de la Meurthe. L'arrondissement de Briey resta à la Meurthe-et-Moselle.

Les débuts de la Seconde guerre mondiale

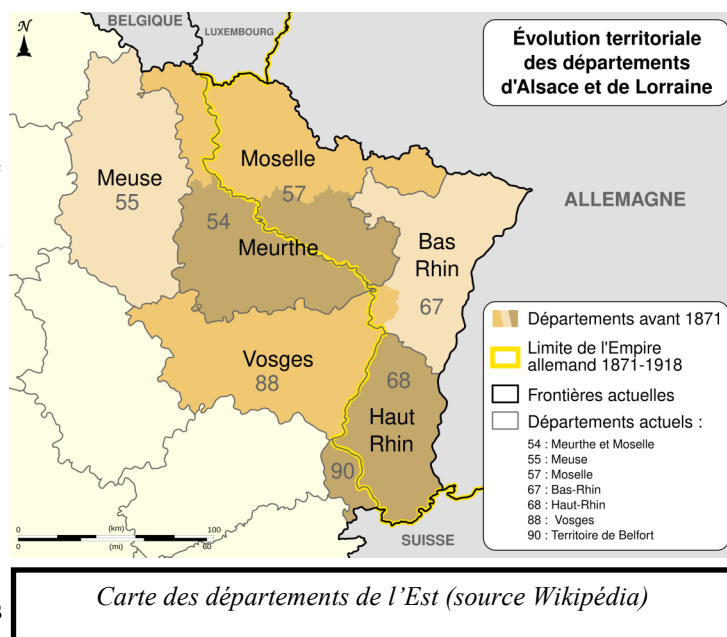
Début septembre 1939, en application du plan d'évacuation élaboré en même temps que se construisait la ligne Maginot, 204 913 personnes de 216 communes du département (sur 724) furent évacuées, principalement en Charente (arrondissements de Forbach et Sarreguemines) et dans la Vienne (arrondissements de Boulay et Thionville), ainsi qu'en Haute-Vienne, dans les Deux-Sèvres et en Charente inférieure.

En mai 1940 lorsque l'Allemagne lança son offensive à l'ouest elles n'étaient pas encore rentrées en Moselle et 82 000 autres de la zone dite arrière furent évacuées. Près de 45% de la population mosellane résidait alors hors de ses frontières.

Le 16 juin, les Allemands entrèrent à Dieuze, Château-Salins et la plupart des localités du Saulnois, le 17 juin ils furent à Metz. Le préfet, Charles Bourrat, fut emprisonné le 18.

L'armistice fut signé le 22 juin 1940. Bien que la convention d'armistice n'évoque pas le sort de l'Alsace et de la Moselle, celles-ci furent annexées de fait le 24 juillet 1940. L'ancienne frontière de 1871 fut rétablie. L'allemand devint la langue officielle par l'ordonnance du 24 juillet 1940.

Le 7 août Joseph Bürckel fut nommé chef de l'administration civile en Moselle et le 30 novembre, la Moselle fut rattachée au Palatinat et à la Sarre pour former le *Gau Westmark* (Marche de l'Ouest), dirigé par Bürckel avec pour capitale Sarrebruck.



LES EXPULSIONS

La politique de germanisation

Le 25 septembre 1940, Bürckel reçut d'Hitler l'ordre de germaniser la Moselle dans les dix ans. Ce fut rapide et brutal : en quelques mois la Moselle fut intégrée dans l'administration civile du Reich. Le préfet, Charles Bourrat, interné depuis juin, fut expulsé le 8 août, les sous-préfets et les maires furent expulsés ou évincés et remplacés par les structures administratives nazies. La langue française fut interdite. Les noms des villes et des rues furent germanisés, et même les prénoms et les patronymes des habitants. Les associations furent dissoutes et la presse française disparut.

En même temps, Bürckel opéra une politique d'épuration pour éliminer de la population tous les éléments indésirables, non « germanisables » c'est à dire non intégrables dans la *Deutsche Volksgemeinschaft* (communauté du peuple allemand) : les juifs, les Français de l'Intérieur, les francophiles, les étrangers, les anciens combattants de l'Espagne rouge, les romanichels, les personnes de race étrangère, les condamnés de droit commun, les éléments antisociaux, etc.

Les expulsions eurent lieu en plusieurs vagues.

Les différentes vagues d'expulsions

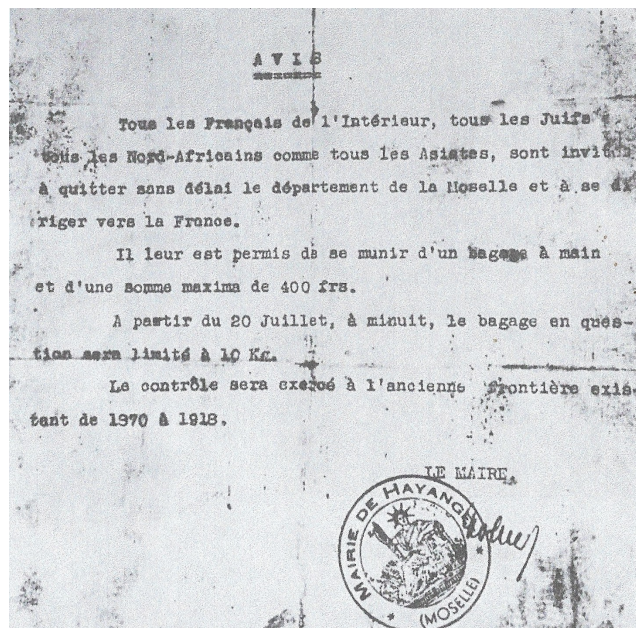
Juillet 1940

En juillet 1940, 1131 personnes, essentiellement de l'arrondissement de Thionville-ouest, furent expulsées, parmi lesquelles un fort contingent de juifs dont les biens avaient été recensés dès le 7 juillet.

Une affiche bilingue fut apposée le 17 juillet dans les communes concernées : « *Tous les juifs, Français de l'Intérieur, asiatiques, africains doivent quitter la Lorraine dans trois jours en direction de la France.* » Si les expulsés ne partaient pas dans les délais, la force était utilisée.

Cette première vague d'expulsions fut ordonnée par une administration civile provisoire et mise en application par des policiers en uniforme.

Nathan Lévy, de Maizières-lès-Metz, raconta : « *le 21 juillet, les Allemands sont venus nous presser de préparer une valise et de les suivre à la mairie. De là, ils nous firent monter, mon père, ma mère, ma sœur et moi dans une grosse voiture qui nous a conduits à Briey. Arrivés à la frontière, les Allemands nous ont fait descendre en nous disant avec sarcasme : - Et maintenant, débrouillez-vous avec les Français !* »¹



Avis d'expulsion affiché à la mairie d'Hayange en juillet 1940

(Collection Fernand Hacquard)

Août-septembre 1940

Une deuxième vague se déroula du 16 août au 18 septembre 1940.

Des listes d'indésirables furent établies à partir des fichiers du Souvenir français, de l'association des Malgré-nous², de différentes associations patriotiques, mais aussi de ceux des sous-préfectures et des mairies.

Le 15 août 1940, une grande foule s'amassa sur la place Saint-Jacques de Metz en présence de l'évêque, M^{gr} Heintz. La statue de la Vierge fut abondamment pavoisée aux couleurs de la France. Ce fut le prétexte pour lancer les expulsions.

Dès le lendemain, M^{gr} Heintz fut expulsé. Son départ fut suivi par un nombre très important d'expulsions de Mosellans.

Le 16 août, le ministre de l'Intérieur signala au préfet du Rhône leur arrivée massive : plusieurs centaines de fonc-

tionnaires, d'industriels, de commerçants, d'ouvriers et d'agriculteurs installés depuis 1918 en Alsace-Lorraine et considérés comme n'étant pas de souche allemande.

D'autres catégories de population étaient particulièrement visées par les nazis : les députés restés ou revenus, les acquéreurs de biens allemands en 1919-1920, les enseignants s'opposant à leur « reconversion allemande », ceux qui avaient manifesté de l'hostilité à l'Allemagne durant la 1^{ère} guerre mondiale, les Italiens naturalisés français (à Maizières-lès-Metz, sur 121 expulsés, 58 étaient Italiens), et le clergé. Bürckel souhaitait anéantir l'influence que l'Église catholique exerçait sur les Mosellans (90% étaient catholiques) par ses prêtres, ses associations, ses œuvres sociales. La majorité des prêtres étaient hostiles au national-socialisme ... et le faisaient savoir. Beaucoup furent expulsés : 268 prêtres séculiers et 150 réguliers en août-septembre et novembre 1940. Les congrégations furent supprimées, le séminaire transféré à Spire en Allemagne et toutes les associations dissoutes³.

Les expulsés recevaient une notification précisant qu'ils devaient emporter de la nourriture pour quelques jours, des couvertures, des couverts et tasses, 2000 F par adulte et 1000 F par enfant, plus des valises : moins de 50 kg par adulte et 30 kg par enfant.

La Gestapo de Metz était ensuite chargée des expulsions.

On a peu de documents sur cette deuxième vague d'expulsions, pas de listes de trains, pas de listes d'expulsés, seulement quelques statistiques et témoignages.

En tout 23 079 personnes furent expulsées : 4 307 les 16 et 17 août, 11 230 du 28 au 31 août et du 5 au 7 septembre et 7 542 du 16 au 18 septembre.

De leur côté, les évacués de 1939 purent rentrer chez eux en septembre-octobre, bien qu'environ 70 000 choisirent de rester dans leur département d'accueil.

Le retour se fit avec un triage en gare de Saint-Dizier à partir des listes d'indésirables établies au préalable. Selon Henri Hiegel⁴, 23 953 évacués candidats au retour furent refoulés par les autorités allemandes.

Les habitants de dix-huit villages du nord du pays de Bitche ne purent regagner leurs habitations, les territoires de ces communes ayant été réquisitionnés pour l'extension du camp militaire de Bitche. Ils furent envoyés dans la région de Château-Salins et de Dieuze dont les habitants venaient d'être expulsés.

Novembre 1940

La troisième vague eut lieu du 11 au 21 novembre et concerna environ 100 000 habitants de langue française ou de sentiments français, surtout des paysans.

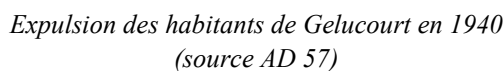
Bürckel en donna l'explication dans une affiche qui fut placardée sur les murs le 10 novembre : « *Cette province-ci devra être vraiment allemande à tout jamais* ». Or « *dans la zone en question il y a un nombre de lieux dont les habitants ont été, au cours des temps, complètement francisés. Il s'agit avant tout de la population paysanne qui habite cette région.* » La population doit donc dire si elle veut être rapatriée en France ou être envoyée dans l'est du Reich : « *De même que le Reich a rapatrié ses Allemands, la France va rapatrier ceux qui se sont confessés français.* » Il précisait que ce « *rapatriement* » s'effectuait après « *communication avec le gouvernement français* »⁵

À partir du 1^{er} novembre, des listes furent établies. Les chefs de famille devaient passer en mairie où on les avertissait qu'ils pouvaient emporter seulement 50 kg de bagages et 100 DM. Un inventaire des biens laissés était réalisé.

Le témoignage de Marcel Hamant de Guébestroff⁶ montre bien comment les choses se passaient : « *Fin octobre, début novembre, les habitants du Saulnois sont convoqués dans les mairies. Il leur est demandé s'ils veulent opter pour être Allemands ou rester Français. Mes parents, comme beaucoup, ont choisi la France. Dans ce cas, il fallait tout laisser sur place pour être expulsés avec 50 kg de bagages et 2 000 F par personne. Sur les 50 habitants du village, 48 furent expulsés, la plupart agriculteurs ou ouvriers aux salines de Dieuze.*

La semaine du 11 novembre, toutes les familles préparaient les bagages. Elles choisissaient ce qui leur paraissait le plus nécessaire et s'efforçaient de trouver des caches pour planquer plus d'argent que la somme autorisée. C'est ainsi que des billets étaient cachés dans des boîtes mises dans des pots de saindoux, dans des pâtes ou encore cousus dans des habits.

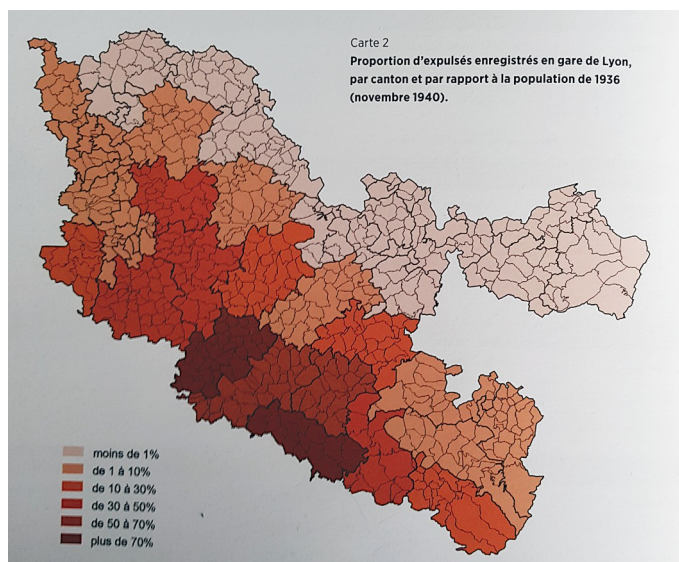
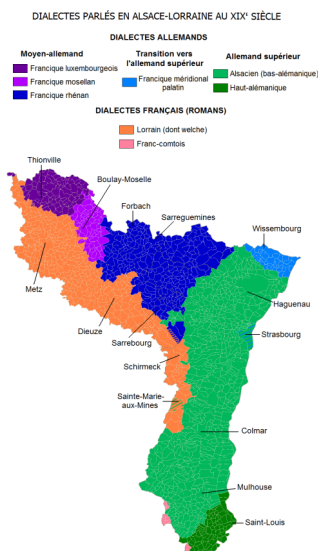
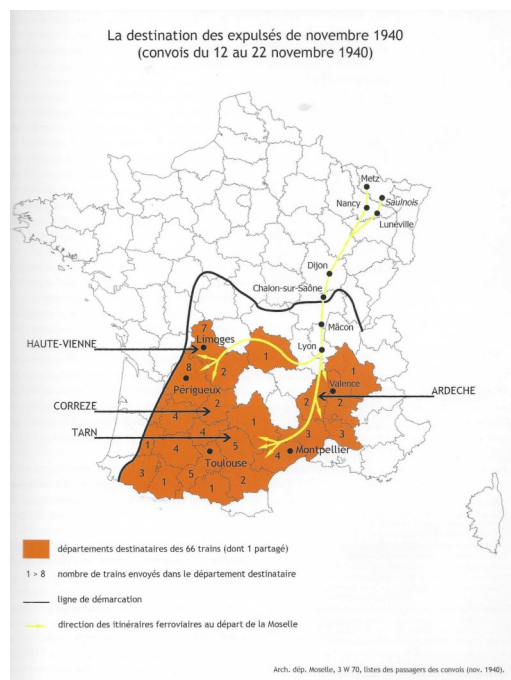
Pour le reste, un inventaire était fait, mentionnant tout ce qui restait : meubles, denrées alimentaires, céréales, maté-



Avricourt, c'est bon, c'est vers la France ! Tout le monde est soulagé, nous prenons la direction de Lunéville et Nancy. À 5 h du matin le train arrive en gare de Mâcon. Nous sommes le dimanche 17 novembre. Un détachement de l'armée française nous rend les honneurs. Nous sommes en zone libre. »

La Dordogne reçut pour sa part 9 trains, la Haute-Vienne 7, l'Hérault, le Tarn et le Tarn-et-Garonne 5, la Haute-Garonne, le Lot-et-Garonne et les Basses-Pyrénées 4, le Vaucluse et la Corrèze 3, le Gers 2 et demi ; l'Ar-dèche, l'Aude, la Drôme, et le Lot 2, l'Isère, l'Aveyron et les Hautes-Pyrénées 1 et les Landes un demi-train⁷.

En nombre d'habitants, le canton de Metz-Campagne (le plus peuplé) fut le plus touché. Proportionnellement à la population, ce fut l'arrondissement de Château-Salins qui subit le plus : sur 29 communes déclarées totalement expulsées, 26 le sont de cet arrondissement : Aboncourt-sur-Seille, Ajoncourt, Attiloncourt, Aulnois-sur-Seille, Bellange, Bezange-la-Petite, Bréchain, Chicourt, Dedeling, Donjeux, Frémery, Grémecey, Juvelize, Lemoncourt, Ley, Lidrequin, Malaucourt-sur-Seille, Morville-sur-Nied, Ommeray, Pettoncourt, Prévocourt, Tarquimpol, Vannecourt, Xocourt, Zarbeling et Zommange.



Si l'on compare la carte des dialectes parlés en Moselle avec celle indiquant la proportion d'expulsés dans les cantons par rapport à la population de 1936, on voit bien que c'est toute la zone francophone qui a été touchée par ces expulsions.

Le 21 novembre un dernier train partit avec les vieillards et les religieuses de l'hospice d'Albestroff. Les expulsions furent alors stoppées sur ordre d'Hitler.

Optants-expulsés de 1941 à 1943

À partir de février 1941, Bürckel annonça que les Mosellans le souhaitant pourraient opter pour la France. Les premières demandes furent déposées en mairie le 27 février mais c'est seulement à la mi-mars que les optants furent invités à se manifester auprès de la police.

Ce qui était une démarche volontaire, réfléchie, fut transformé par les autorités en une expulsion de fait :

*« Contrairement à ce qu'avait annoncé le Gauleiter, nous n'avions droit ni à nos meubles, ni à nos bagages. Notre départ volontaire se transformait en expulsion et nous devons abandonner tous nos biens. »*⁸

Du 6 avril au 7 mai, 8 trains emmenèrent à Lyon 6707 Mosellans⁹.

Parmi ces optants-expulsés, on peut signaler la présence de Paul et Emile Hacquard, de Fameck, qui allèrent rejoindre leur sœur Yvonne expulsée en novembre 1940 à Creysse et joueront un rôle non négligeable dans la Résistance en Dordogne¹⁰.

Entre juin 1941 et janvier 1943, 102 prêtres supplémentaires durent quitter la Moselle portant le total des prêtres expulsés à 465, soit 52% de leur nombre avant le début du conflit¹¹.

Les conditions de départ et de voyage¹²

Les départs de 1940 se firent tous à peu près dans les mêmes conditions : avertis entre quelques minutes et deux heures avant leur expulsion, les habitants furent rassemblés sur les places publiques, les écoles ou devant leur domicile. Ils eurent le droit d'emporter 2000F et 50 kg de bagages par adulte et 1000F et 30 kg de bagages par enfant. Des bus les conduisirent à la gare la plus proche : Sarrebourg, Avricourt, Réchicourt-le-Château, Dieuze, Château-Salins, Metz, Moyeuvre-Grande ... Les trains partaient en général en fin d'après-midi et les voyages étaient lents.

« C'est le 12 novembre 1940 dans la matinée que 37 familles de Florange, trop francophiles ou patriotes, furent prévenues qu'elles avaient une heure pour préparer 30 kilos de bagages par personne, se munir de 2 000 Francs par adulte et se tenir prêtes pour le départ. Un soldat montait la garde devant chaque maison. Certaines familles avaient appris quelques jours auparavant qu'elles seraient vraisemblablement expulsées et s'étaient déjà préparées : on avait cousu des billets dans les doublures, dans les bonnets des enfants. [...] Vers 10 heures, des camions militaires ont commencé le ramassage des familles. [...] À Moyeuvre, un convoi fait de vieux wagons en bois, sans installations sanitaires, s'était formé. 120 personnes de Florange, 60 de Knutange y rejoignirent d'autres Lorrains expulsés. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que le départ fut donné pour une destination inconnue. [...] À Nancy, la Croix-Rouge a distribué du pain et du chocolat. Peu de temps après, M. Aubertin a déployé un drapeau tricolore pendant que les voisins chantaient : "Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ...". Les soldats ont fait stopper le train, ont confisqué le drapeau et ont perquisitionné ... sans résultat.¹³ »

À Nancy, les expulsés chantèrent à tue-tête la *Marseillaise* malgré la présence de soldats allemands. Le maire de Bénestroff mit son écharpe de fonction. Les Delmois agitèrent le drapeau de la *Sportive delmoise* qui avait déjà échappé aux Allemands lors de la guerre de 1914-1918.

À Mâcon, après le passage de la ligne de démarcation, des soldats présentaient les armes aux expulsés sur ordre du maréchal Pétain. *« Quand le train arriva en gare de Mâcon, ce fut un moment extraordinaire. Dès l'arrêt de notre convoi, la Marseillaise éclata de toutes les poitrines tandis que les drapeaux tricolores se déployaient comme s'ils sortaient de la manche d'une assemblée de prestidigitateurs. Sur le quai de la gare, des soldats d'un régiment de Dragons nous présentaient les armes tandis qu'une musique militaire jouait la Marche lorraine en notre honneur. Toutes les portières s'ouvrirent d'une même poussée et tout le monde se retrouva sur le quai. Une allocution du maréchal Pétain fut ensuite diffusée, suivie d'une nouvelle explosion des poitrines. [...] Ravitaillement de café chaud,*

de lait sucré, boîtes de singe, saucisses et de soupe. Sur le quai se trouve une citerne à vin. Les hommes remplissent les récipients disponibles. Nous sommes secourus au mieux des possibilités en soins urgents, médicaments, boissons, nourriture ... Nous avions tous les larmes aux yeux quand notre train s'éloigna de la gare de Mâcon où nous venions de retrouver "notre" France. »¹⁴

L'arrivée à Lyon

Le premier train d'expulsés arriva sans avertissement préalable le 17 août 1940 en gare de Lyon-Brotteaux. Personne n'était là pour les accueillir. Mais rapidement un comité d'accueil fut mis en place et dès leur arrivée à Lyon, M^{gr} Heintz, évêque de Metz, et Charles Bourrat, préfet de Moselle, expulsés tous les deux, accueillirent les nouveaux arrivés. En août et septembre, les expulsés s'arrêtèrent tous à Lyon où ils furent hébergés au grand centre d'accueil du Palais de la Foire. En novembre, ils poursuivirent leur chemin en train vers le sud après avoir été ravitaillés, soignés et recensés nominativement.

L'Avenir de la Dordogne publia le 17 novembre un article de son correspondant à Lyon du 15 novembre, sous le titre *Le rapatriement des expulsés lorrains* : « Depuis lundi, plus de 6600 personnes expulsées de Lorraine sont passées chaque jour à la gare des Brotteaux. Les habitants de Lyon assistent à cet exode des habitants de la région située au-delà de l'ancienne frontière franco-allemande de 1914, qui ont dû en quelques heures tout abandonner et partir.

L'immense majorité a opté pour la France bien que, dit-on, les autorités allemandes aient donné l'assurance que ceux qui opteraient pour leur transfert en Pologne seraient autorisés à rester provisoirement en Lorraine.

Des drapeaux français à croix de Lorraine flottent sur les wagons. Sur chaque poitrine fleurit une cocarde tricolore à côté de cette même croix traditionnelle.

À la gare des Brotteaux, ces exilés sont reçus par les centres d'accueil, la Croix-Rouge et les organisations charitables et dirigés vers les départements du midi et du sud-ouest où ils vont être hébergés.

Le ministre de l'agriculture, d'accord avec le Garde des Sceaux chargé des services d'Alsace et de Lorraine et le ministre de l'Intérieur, chargé des réfugiés, se préoccupe d'ailleurs de faciliter leur installation dans les régions où des terres, demeurées en friche, mais fertiles, pourront être remises en culture. »



Accueil de réfugiés au Palais de la Foire de Lyon en 1940 (photo Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon)

Les transplantations dans les pays de l'Est

Les Mosellans connus pour leur opposition au national-socialisme et dont les enfants fuyaient le *Reichsarbeitsdienst* furent envoyés dans le Reich et les pays de l'Est : Franconie, Thuringe, Mecklembourg, Pologne, Silésie ... Officiellement ils furent 10 097 à partir mais on peut estimer leur nombre réel à environ 13 000¹⁵.

Ils étaient répartis dans des camps spéciaux où les conditions de vie étaient très dures comme le montre le témoignage de la famille Rémillon de Guébling¹⁶ : « Guébling, lundi 18 janvier 1943, 5 h du matin, Ouvrez, Gestapo ! Raus—Dehors ! Préparez 5 kg de bagages. [...] Un camion nous emmène à la gare de Bénestroff où se trouvaient déjà plusieurs familles que mes parents connaissaient bien. Nous sommes embarqués dans des wagons à bestiaux. Nous étions debout, sans possibilité de nous asseoir, serrés comme dans une boîte de sardines. Nous ne pouvions ni boire ni manger. Il n'y avait pas de toilettes. Nous étions comme des bêtes. [...] »

Il neigeait ... Avec une paille et une couverture, nous dormions dans des greniers, à même le sol ou dans des lits superposés, sales et rongés par la rouille... Un peu d'eau chaude et quelques légumes dans une gamelle ... Les bébés et les enfants pleuraient, tirillés par la faim. »

Beaucoup en moururent.

Protestations du gouvernement français

Ces expulsions firent l'objet le 3 septembre 1940 d'une protestation du gouvernement français auprès de la commission allemande d'armistice par l'intermédiaire du général Huntziger. Le texte énumérait toutes les mesures prises par les Allemands dans les départements de l'Est : éviction ou expulsion des préfets, sous-préfets et maires, expulsion de l'évêque de Metz, intégration de l'Alsace et de la Moselle dans l'administration civile de l'Allemagne, germanisation des noms de lieux, expulsion des israélites et confiscation de leurs biens, etc., et concluait : « *tout ceci équivaut à une annexion déguisée et est formellement contraire aux engagements souscrits par l'Allemagne à Rethondes.* »¹⁷ Mais cette protestation ne fut pas publiée et resta ignorée de la plupart des Français.

Il fallut attendre la mi-novembre et la diffusion d'une affiche apposée dans les villages mosellans devant être expulsés pour que le gouvernement publie un communiqué à ce sujet dans les journaux de la zone non occupée tels l'édition de Lyon du *Figaro* du 15 novembre, ou de *L'Argus du Périgord* et de *L'Avenir de la Dordogne* du 16 novembre. Il y dément formellement « *que cette mesure était conforme à un accord entre le gouvernement français et le gouvernement du Reich. Le gouvernement français oppose le démenti le plus formel à cette imputation. Il n'a jamais été question d'une mesure de ce genre dans les entretiens franco-allemands. En ce qui concerne les faits eux-mêmes, le gouvernement français a saisi la commission allemande d'armistice.* »

En fait la protestation du gouvernement français auprès de la commission allemande d'armistice, présentée par le général Doyen, président de la délégation française auprès de cette commission, est datée du 18 novembre¹⁸. Elle exposait que ces expulsions étaient « *absolument contraires au droit des gens, aux règles universellement reconnues de l'équité et de l'humanité et sans justification possible dans le principe comme dans l'application.* » C'était « *un acte de force qui est en contradiction formelle aussi bien avec la convention d'armistice qu'avec les assurances récemment exprimées d'un désir de collaboration entre les deux pays.* » Elle affirmait avec force que, contrairement à ce que disait l'affiche apposée par les Allemands dans les villages, « *la France n'a pas souscrit à ce transfert de population* » et demandait que soit immédiatement mis fin à ces expulsions. Cette protestation fut refusée « *sur l'ordre d'Hitler, étant jugée insultante pour l'Allemagne* »¹⁹.

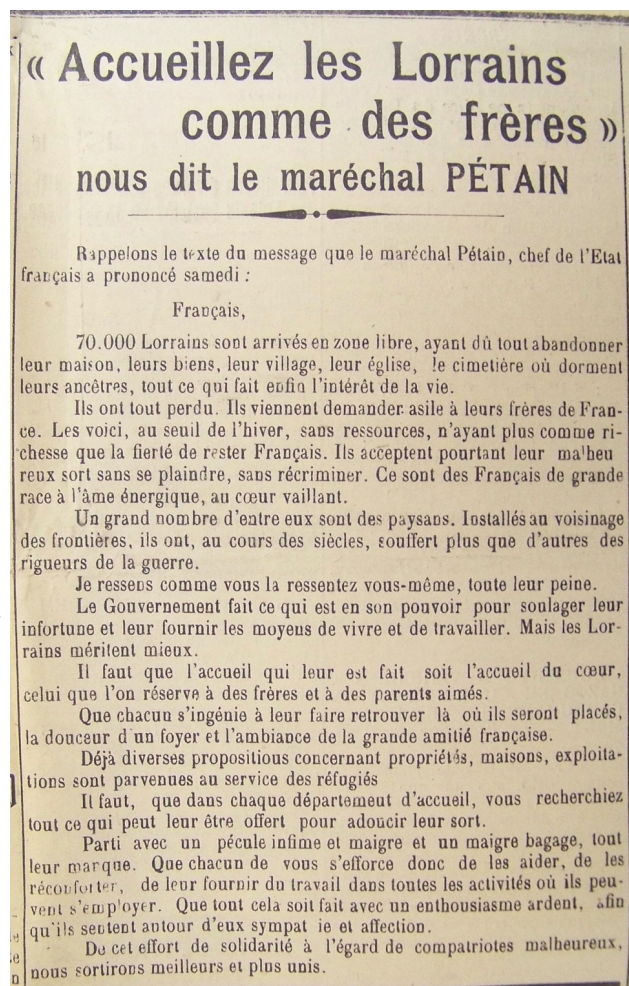
L'Avenir de la Dordogne ajoutait au communiqué officiel que « *le conseil des ministres, sous la présidence du maréchal Pétain, s'est occupé du sort de certaines populations en provenance de l'est. Le ministre de l'agriculture met d'urgence à l'étude tout un ensemble de mesures propres à assurer à nos compatriotes le meilleur accueil, leur subsistance et leur reclassement dans l'économie française.* »

Enfin, la dernière communication officielle sur ces expulsions fut un message du maréchal Pétain, radiodiffusé le 30 novembre, et publié dans les journaux des 2-3 décembre²⁰. Il annonçait que « *70 000 Lorrains sont arrivés en zone libre, ayant dû tout abandonner, leur maison, leurs biens, leur village, leur église, le cimetière où dorment leurs ancêtres, tout ce qui fait enfin l'intérêt de la vie.* » Il ajoutait : « *le gouvernement fait ce qui est en son pouvoir pour soulager leur infortune et leur fournir les moyens de vivre et de travailler. Mais les Lorrains méritent mieux. Il faut que l'accueil qui leur est fait soit l'accueil du cœur, celui que l'on réserve à des frères et à des parents aimés.* »

La création d'organismes d'entraide

Très vite les Alsaciens et Mosellans créèrent des associations d'entraide.

À Périgueux, dès le 30 juillet, le professeur Kuhn, médecin responsable de l'Office d'hygiène de Strasbourg, le professeur Birckel et Charles Altorffer, directeur des cultes, s'étaient retrouvés au domicile du pasteur Ortlieb. Dans son



journal de souvenirs, Charles Altorffer révéla l'objet de cette réunion : « *On a posé les bases du futur GERAL (Groupement des expulsés et réfugiés d'Alsace et de Lorraine). Nous nous sommes demandés ce que l'on pourrait faire pour empêcher nos jeunes gens de devenir la proie des nazis.* »²¹

La première association créée fut le Groupement des expulsés de la Moselle fondé le 21 août 1940 à Lyon dont le président était un notaire de Metz, maître Henri Charvet. Puis ce fut le 10 septembre, à Lyon également, l'Association d'Entraide des Réfugiés d'Alsace et de Lorraine (AERAL). Des initiatives locales suivirent.

Le 7 octobre 1940, Jean Altorffer, fils du directeur des cultes, écrivit au préfet de la Dordogne pour lui annoncer la création d'une association ayant pour objet de regrouper tous les réfugiés d'Alsace et de Moselle pour sauvegarder leurs intérêts. Les statuts du Groupement des Expulsés et Réfugiés d'Alsace et de Lorraine furent déposés à la préfecture de la Dordogne, première division.²²

Dans son édition du 5 décembre 1940 *L'Argus du Périgord* annonça que les différents groupements d'entraide de la zone libre s'étaient réunis à Clermont-Ferrand le 23 novembre et avaient décidé de constituer une association unique avec sections départementales et locales. Ils avaient nommé président général Félix Carré de Malberg, premier président d'honneur de la Cour d'appel de Colmar. Selon Léon Strauss²³ elle fut définitivement constituée le 10 janvier 1941. Vichy la contraignit à modifier son nom, elle devint le Groupement d'Entraide des Réfugiés d'Alsace et de Lorraine.

À partir du 10 avril 1941, le GERAL fit paraître une revue d'information bimensuelle intitulée *La voix du GERAL*, « *organe officiel des expulsés, évacués et réfugiés d'Alsace et de Lorraine en zone non occupée* ». Elle était imprimée à Clermont-Ferrand.

Par ailleurs, à partir du 2 mars 1941, les *Dernières nouvelles de Strasbourg* réfugiées à Montpellier firent paraître *L'Écho des réfugiés*, « *organe d'entraide des Alsaciens et des Lorrains* ». Les deux publications furent suspendues par Vichy en octobre 1943 et autorisées à reparaitre à partir du 10 avril 1944 sous une forme fusionnée : *L'Entraide*.



On trouve dans *L'Écho des réfugiés*, nombre d'articles intéressants sur la vie des réfugiés dans les différents départements de la zone libre, dont certains avec des photos.

Ainsi dans son numéro 1 du 2 mars 1941, *L'Écho des réfugiés* consacrait un article au GERAL en Dordogne, « *la section départementale la plus importante des 15 sections de la zone libre* » avec 8050 membres et 55 sections locales qui a créé, en collaboration avec le Secours national, un centre d'accueil féminin à Payzac, la Juvénie. Ce centre fut mis à la disposition de l'Œuvre départementale des colonies de vacances en août 1942 pour y accueillir 150 enfants.

Le 20 février 1942, *L'Écho des réfugiés* faisait mention de la visite rendue fin janvier aux expulsés lorrains par Charles Bourrat, préfet de la Moselle, accompagné de Robert Sérot, député de la Moselle, et ancien ministre, et de Guy de Wendel et Jean Wolff sénateurs de la Moselle. Après un passage à Périgueux, le préfet se rendit à Razac, Mussidan, Ribérac et Neuvic où il visita l'usine Marbot-Bata. On lui montra à cette occasion « *le reportage réalisé lors de sa visite à Hellocourt le 5 juillet 1939. Dans la marge de l'album photos, le préfet Bourrat a écrit : 21 jan-*

vier 1942, à Neuvic, je suis venu voir mes amis de Bataville exilés. En attendant de nous retrouver là-bas pour fêter un retour prochain. »²⁴



Réception du préfet de la Moselle chez Bata à Neuvic en janvier 1942 (Archives municipales de Neuvic)



Guy de Wendel (à gauche) et Robert Sérot (à droite) chez Bata à Neuvic en janvier 1942 (Archives municipales de Neuvic)

Il faut noter aussi la création le 20 mai 1942 d'une Union départementale des Lorrains de la Moselle en Périgord. Son premier président fut M. Paul Kontzler de Périgueux, vice-président M. Devin d'Excideuil, secrétaires MM. Noël et Lavaux, trésorier M. Herkes²⁵.

EN PÉRIGORD

L'arrivée en Dordogne

Les premiers expulsés arrivés en Dordogne semblent avoir été des fonctionnaires de la police d'État de Metz, « *refoulés par les autorités allemandes d'occupation* », arrivés à Périgueux le 21 août 1940 avec leurs familles, vingt-neuf personnes en tout, dont onze enfants. « *Dépouillés de leurs bagages et de leur argent, ils sont dans le dénue-ment le plus complet.* »²⁶

La majorité des expulsés arriva en Dordogne à partir de la mi-novembre 1940. Dans son rapport du 16 novembre²⁷, le préfet de la Dordogne écrivait : « *Les réfugiés mosellans refoulés par les autorités allemandes commencent à arriver dans le département. Bien que la Dordogne ait, pendant un an, hébergé jusqu'à saturation des réfugiés du Bas-Rhin, les habitants sont ici prêts à accueillir fraternellement ceux que l'occupant étranger chasse de leurs foyers. L'arrivée du premier convoi en gare de Périgueux a donné lieu à une manifestation extrêmement émouvante. À l'issue du repas qui avait été servi aux réfugiés dans le local du comité d'accueil, un maire et un curé faisant partie de ce convoi ont tenu à exprimer aux membres du comité les remerciements de leurs malheureux compatriotes, et, dans un élan spontané, ceux-ci se sont levés pour crier : « Vive la France ! ».*

Il est à présumer que les heurts provenus lors du séjour des réfugiés du Bas-Rhin en Dordogne du fait de l'usage fréquent du dialecte, seront cette fois-ci évités, les Mosellans ayant continué d'utiliser la langue française dans leurs conversations particulières. »

Neuf trains se succédèrent du 14 au 22 novembre. Le 26 novembre²⁸, le colonel Rebière, directeur du Centre d'accueil de Périgueux récapitulait les arrivées des trains mosellans (*voir tableau en annexe*) : 5574 expulsés originaires de 66 communes de Moselle et répartis dans 66 communes de Dordogne.

La population du département fut choquée par ces expulsions. Le 27 novembre 1940, le sous-préfet de Bergerac écrivait au préfet²⁹ : « *Les populations de Bergerac ont été particulièrement outrées de l'expulsion des Français de Moselle et ont été indignées d'apprendre que certaines familles avaient eu une heure pour préparer leurs bagages limités à 50 kg par personne.* » Et le 29 novembre³⁰, le commissaire de police de Périgueux rapportait : « *Le refoulement massif des Lorrains par les autorités allemandes a cruellement surpris et indigné le public de notre ville.* »

Ou encore ce rapport n°16 de la commission de contrôle postal de Périgueux du 16 novembre au 1^{er} décembre 1940³¹ qui note : « *L'arrivée des Lorrains a produit une véritable vague de haine contre l'Allemagne et a aussi déclenché un vif sentiment d'admiration pour les expulsés dont le courage et le sentiment d'amour pour la France sont vraiment magnifiques.* »

Toutefois, ces sentiments ne semblent pas avoir duré. Dans un rapport au commissaire de police, chef des Renseignements généraux à Périgueux le 23 décembre 1943³², l'inspecteur Winker faisait état de la situation matérielle précaire des expulsés, de leur inquiétude face à l'avenir et de « *l'absence presque générale de compréhension pour leur situation particulière parmi la population indigène.* » Et il ajoutait : « *animés de sentiments de patriotisme très élevés, ils font, malgré toutes leurs tribulations, preuve de beaucoup de courage et supportent avec patience et résignation les dures épreuves de leur exil volontaire ou forcé.* »

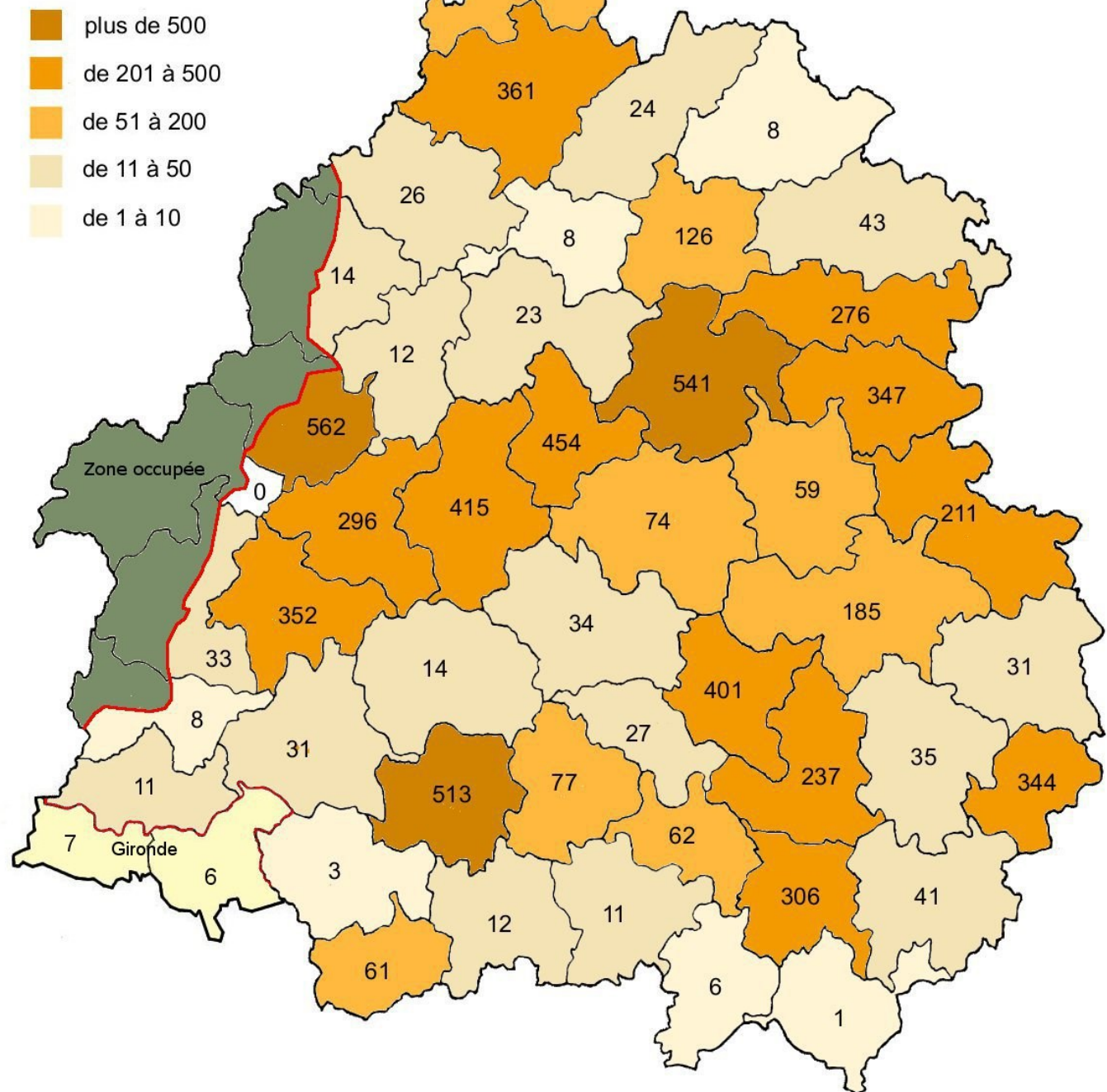
Répartition dans le département

Une statistique du 10 mai 1943³³ faisait état de 6675 réfugiés lorrains originaires de 135 communes. Les plus forts contingents concernaient Château-Salins (617), Metz (596), Delme (286), Vigy (265) Craincourt (182), Rodalbe (171), Fameck (166), Nebing (164), Fossieux (141), et Neufchef (140).

Les plus grands nombres d'expulsés se trouvaient à Creysse (343), Le Bugue (335), Périgueux (317), Nontron (247), Mussidan (239), Excideuil (175), Belvès (163), Saint-Vincent-de-Connezac (158) et Sorges (150).

Etat des réfugiés lorrains
10 mai 1943

Le nombre des réfugiés par canton
est inscrit sur la carte



Répartition des expulsés mosellans en Dordogne
(Carte Schunck)

Les conditions de vie des Mosellans expulsés furent très différentes selon les communes d'accueil.

Globalement toutefois, ils furent mieux accueillis que les Alsaciens évacués. Jean-Marie Genevaux, instituteur mosellan, expulsé avec sa commune de Vigy en témoigna : « *Nous avons été immédiatement bien accueillis par les Mussidanais, contrairement à ce qui s'était passé avec les Alsaciens : ceux-ci parlaient un patois que les gens assimilaient à la langue allemande. [...] Les Mosellans parlaient français et comme ils savaient qu'ils étaient en Dordogne pour un certain temps, ils ont cherché du travail. Ils se sont ainsi mêlés à la population et l'intégration a été très rapide.* »³⁴

Même impression à Sorges qui accueillit 135 habitants de Fossieux le 21 novembre 1940 : « *les Lorrains furent vite acceptés par la population. Ils venaient d'un milieu rural comme le nôtre. Et surtout ils parlaient français ! Ils avaient bien un patois qu'ils utilisaient parfois entre eux, mais qui s'apparentait à notre langue. [...] Ce qui facilita grandement leur intégration fut le travail. Ils n'eurent aucun mal à en trouver car malheureusement 64 hommes de la commune étaient prisonniers en Allemagne.* »³⁵

Signe de cette bonne entente, *L'Écho des réfugiés* du 20 février 1943 annonça le mariage le 4 février de Jeanne Chapeyrou, fille du maire de Sorges, avec Pierre Hennick, fils du maire de Fossieux.

L'hébergement

Quelques problèmes d'hébergement se posèrent.

Ainsi à Carsac (canton de Carlux) qui dut recevoir 167 habitants de Torcheville. Ils avaient pourtant accueilli 312 habitants du Bas-Rhin (Artolsheim et Hessenheim) en septembre 1939. Mais pour loger tout le monde il fallut construire des baraquements en planches et le 31 juillet 1941, le contrôleur des réfugiés du canton réclamait matelas, couvertures, tables et matériel scolaire³⁶.

À Sagelat, le délégué du Secours national signala au préfet les mauvaises conditions de logement des expulsés lorrains de Craincourt. Dans sa réponse au préfet³⁷, le sous-préfet convint que « *sept familles étaient logées dans des conditions de promiscuité fâcheuse* » dans l'immeuble des colonies de vacances de Sagelat. Trois familles furent relogées à Belvès, une partit à Limoges et deux dans l'Isère.

Au Coux, qui accueillait 45 habitants d'Hayange, ceux-ci se plaignirent le 16 novembre 1940³⁸ « *qu'on ne dispose pour nous que de locaux vides, sans literie, ni les meubles les plus élémentaires. D'autre part comme nous sommes ouvriers métallurgiques, nous n'avons aucune perspective de travail.* » Dans sa réponse au préfet, le contrôleur des réfugiés du canton de Saint-Cyprien expliqua qu'effectivement au début les locaux étaient vides, mais que la municipalité avait fait venir des matelas, couvertures et châlits qui avaient servi pour les Alsaciens. Cela formait des lits confortables et ils avaient des poêles et du bois pour se chauffer. Ils auraient pu disposer de logements beaucoup plus confortables s'ils avaient accepté d'habiter dans les villages épars autour du Coux. Quant au travail, il n'en existait pas dans la région pour des ouvriers métallurgiques.

Creysse, commune proche de Bergerac où se trouvait une importante poudrerie nationale, abritait en octobre 1940 500 ouvriers repliés de la poudrerie de Ripault en Indre-et-Loire, 1300 démobilisés, 2000 travailleurs indochinois³⁹, sans compter des réfugiés Alsaciens et de la zone interdite, des familles d'offi-



*Le camp de Creysse
(Collection Jacky Tronel)*

ciers, des affectés spéciaux ... En décembre 1940, la commune reçut l'ordre de la préfecture d'accueillir 600 expulsés de la Moselle. Le village ne pouvant les loger, il fut convenu qu'ils logeraient dans les cantonnements de la Poudrerie. Mais les bâtiments n'étaient pas tous terminés. Le 23 décembre, un groupe d'expulsés envoya une pétition pour se plaindre de leurs conditions de vie⁴⁰ : « *tout le monde est logé pêle-mêle sans distinction de sexe ni d'âge. Pour quatre personnes on place quatre lits sur une surface de 4,5 m sur 2 m.* » Ils se plaignaient également de la nourriture et des frais de chauffage et de lumière qu'on retenait sur leurs allocations de réfugiés.

Dans un courrier à M. Wolff, secrétaire général de la préfecture chargé des réfugiés⁴¹, le maire de Creysse confirmait ces mauvaises conditions : « *les expulsés sont logés en dortoir dans une promiscuité qui ne peut pas durer.* » Et il se plaignait de ce que le directeur de la Poudrerie ne remplissait pas les engagements qu'il avait pris auprès du sous-préfet de Bergerac.

Toutefois ces difficultés semblent s'être aplanies, puisque, selon le maire⁴² « *les Lorrains se plaisent à Creysse où tous nos efforts tendent vers ce résultat. Plusieurs ont visité les localités et même les départements voisins, reviennent à Creysse, y regroupent leurs familles et trouvent du travail aux environs, laissant leurs femmes au cantonnement.* »

Des baraquements modèles construits

Dans d'autres communes, les Mosellans furent logés dans des baraquements construits pour les Alsaciens évacués par la Société des Habitations à Bon Marché de Strasbourg. Dotés du chauffage central, de l'électricité et de l'eau courante, ces bâtiments « modèles » abritaient plusieurs familles : une famille de quatre personnes avait droit à deux chambres, une de cinq à trois chambres. Chacune avait sa cuisinière⁴³. Il en fut ainsi de Delme à Excideuil, Secourt et Dieuze à Ribérac, Guinzeling à Thiviers et du centre de préapprentissage pour les jeunes de 14 à 17 ans de Villamblard.



*Une chambre de la cité lorraine de Neuvic
(Archives municipales de Neuvic)*

La vie scolaire

Comme les Alsaciens avant eux, les Mosellans expulsés conservèrent en Dordogne leur statut propre et, en particulier, leur régime scolaire concordataire.

Le 7 décembre 1940, l'inspecteur primaire d'Alsace-Lorraine écrivit aux sous-préfets pour leur soumettre la question de l'application de ce régime, plusieurs maires de communes expulsées ayant déjà demandé des maîtres et l'ouverture de classes spéciales.

Dans l'arrondissement de Sarlat, le sous-préfet interrogea les maires des communes d'accueil⁴⁴. Seuls les maires de Belvès et du Bugue en voyaient la nécessité et ces classes fonctionnaient déjà : au Bugue, sous la direction du directeur de l'école de Château-Salins et de deux adjoints pour 23 enfants d'âge scolaire, et à Belvès pour 56 enfants d'âge scolaire. Le 31 juillet 1941, le contrôleur des réfugiés du canton de Carlux réclama du matériel scolaire pour le baraquement-école qui venait d'être construit à Carsac pour les 35 élèves mosellans de Torcheville.

Dans l'arrondissement de Nontron⁴⁵, les enfants mosellans de Thiviers furent répartis en deux groupes : les garçons à l'école libre et les filles à l'école communale, au grand dam de M. Tavoillot, inspecteur primaire d'Alsace et de Lorraine. Déjà, en 1939, la municipalité avait refusé une école alsacienne sous le prétexte que les parents souhaitaient la fréquentation de l'école communale alors qu'il y avait 38 enfants alsaciens⁴⁶.

Jean-Marie Adrian, de Guinzeling, apporta un complément d'information⁴⁷ : « *À l'école, on nous traitait de "boches" dans la cour. Notre instituteur de Guinzeling, M. Eschenbrenner, créa "l'école lorraine" avec tous les cours. Les frères de Matzenheim, expulsés à Trélissac⁴⁸, ont appris l'existence de cette école lorraine et, je ne sais pas par quel truchement, frère Benoît, frère Jules et frère Denis sont venus assurer les cours complémentaires de la 6^e à la 3^e.* » L'Écho des Réfugiés du 10 septembre 1942 présenta les écoles de Thiviers en ces termes : « *Quelques frères de la*



*Le camp de Creysse—le baraquement école
(Collection Jacky Tronel)*



*Écolières à Creysse en 1941
(Collection abbé Pierre Divot - Secret
de pays n° 5, 1^{er} semestre 2015)*



*Ecole de Delme à Excideuil
(Collection Ast)*

Doctrine chrétienne (connus sous le nom de frères de Matzenheim) se sont également réfugiés à Thiviers depuis mars 1941. C'est le frère Benoît, qui avait à Mulhouse plus de 700 élèves, qui dirige l'école libre où il enseigne à une quarantaine d'enfants, réfugiés et autochtones. Dans le même bâtiment que l'école libre se trouve l'école alsacienne et lorraine de la commune de Guinzeling comprenant 24 enfants et leur instituteur lorrain. Une entente par-faite règne entre les deux écoles. »

À Nontron par contre, pour répondre aux vœux des maires de Nebing et Wahl-lès-Bénestroff, une classe mosellane fut ouverte.

À Sorges, à leur arrivée, la rentrée des classes étant déjà faite, les 26 enfants de Fossieux furent répartis dans les quatre classes de la commune. En février 1943, un instituteur lorrain, Aimé Coffe, arriva de Lunel, et créa une classe pour tous les enfants réfugiés⁴⁹.

Il y eut aussi une école mosellane à Mussidan où Vigy était arrivé avec son maire, M. Fourgnot, le conseil municipal presque au complet, M. l'abbé Auvray, curé archiprêtre et l'instituteur, M. Genevaux.

L'Écho des réfugiés du 28 février 1943 présente ainsi l'école lorraine de Vigy : « *Ce dernier [M. Genevaux] se consacre avec beaucoup de dévouement à l'école lorraine (qui accepte aussi quelques élèves alsaciens⁵⁰ et qui en accepterait encore avec plaisir) ou plutôt au groupe des garçons au nombre de 28. Le groupe des filles (elles sont 19) est dirigé par madame Sar, ancienne institutrice à Maizières-lès-Metz. »*

À Neuvis qui accueillait 800 réfugiés, la plupart lorrains et employés aux usines Marbot-Bata, « *l'école des dispersés lorrains* » commença en 1940 avec 13 élèves. En juillet 1941, elle en comptait 42 et 52 en mai 1944, âgés de 5 à 14 ans⁵¹.

À Creysse un baraquement fut aménagé dans le cantonnement pour accueillir deux classes, une de garçons et une de filles. L'inspection académique recourut à des sœurs de Ribeauvillé évacuées à Périgueux en septembre 1939 pour tenir ces classes. Elles étaient dirigées par sœur Richardine leur supérieure. Les sœurs Relinde et Joanna assuraient la classe et sœur Simon s'occupait du ménage et du ravitaillement⁵².

À Belvès, « *comme l'école du bourg ne pouvait recevoir la soixantaine de petits Lorrains, la paroisse mit à leur disposition deux salles dans un ancien bâtiment, tout en haut du village, près de l'église. M. et M^{me} Schmitt, précédemment instituteurs à Florange, y enseignèrent, préparant les enfants au certificat d'études et à l'entrée en sixième au collège de Belvès⁵³. »*

La vie religieuse

Les Mosellans étaient catholiques à 90% et très pratiquants. La vie religieuse imprégnait la vie des villages. Les associations sportives et culturelles étaient confessionnelles et les mouvements d'Action catholique très actifs.

L'expulsion rompit cet équilibre. Si les curés furent généralement expulsés avec leurs ouailles, une partie de certains villages resta en Lorraine et fut donc privée de ses prêtres.

D'autre part, les populations de certains villages furent souvent réparties dans plusieurs départements. Ainsi, une partie des habitants de Florange fut envoyée dans l'Isère avec son curé Gilbert Dubois, tandis qu'une centaine d'autres se retrouvait en Dordogne à Belvès avec des expulsés de leur commune voisine en Moselle, Knutange, heureusement accompagnés par leur vicaire, l'abbé André Mangin.

Par contre, les habitants de Fameck et de Neufchef furent entièrement envoyés à Creysse avec leurs deux curés les abbés Pierre Divot, de Neufchef, et Camille Kontz, de Fameck.

Ces Mosellans furent chaudement accueillis par les curés des communes d'accueil dont les églises étaient vides, comme le constata l'abbé Sibille, archiprêtre de Delme réfugié à Excideuil : « *je constate le dimanche le vide des églises où je vais biner. Il n'y a pas 3 % de présences. Si les exilés n'y étaient pas, ce serait presque le vide. Il faut que nos paroissiens compensent par leur ferveur la défaillance des autres.*⁵⁴ »

À Belvès, « le premier dimanche, les quelques paroissiens belvésois virent arriver pour la messe une foule de Lorrains endimanchés. L'abbé Mangin, curé de Knutange, officia, entouré d'enfants de chœur, tandis que les adultes renforçaient la chorale à la plus grande joie de M. Avizou, curé-doyen du bourg. »⁵⁵ L'abbé Mangin put écrire le 18 novembre 1940 : « Hier dimanche, la presque totalité – 106 Knutangeois et 105 Florangeois – assistait à la grand-messe, le curé de l'endroit leur a souhaité la bienvenue et leur a témoigné sa profonde sympathie. Nous étions émus jusqu'aux larmes et j'étais fier de voir nos Lorrains donner le bon exemple et montrer leur foi chrétienne aux habitants du pays. »⁵⁶



Le camp de Creysse—le baraquement chapelle
(Collection Jacky Tronel)

À Creysse, à peine deux jours après leur arrivée, des ouvriers avaient transformé en chapelle un baraquement disponible du cantonnement. Les curés Divot et Kontz y officierent selon la tradition du régime concordataire en usage en Moselle, au grand dam du curé de Creysse, l'abbé Bouyne, qui avait invité les fidèles lorrains à assister aux offices dans son église.

À Sorges : « comme les Sorgeais, les Fosséens étaient catholiques, mais ils étaient beaucoup plus pratiquants. Ils assistaient tous à la messe et tous les garçonnetts en âge de l'être étaient enfants de chœur. Le curé de Malaucourt, l'abbé Lett, habitait à Savignac et c'est lui qui venait à Sorges. [...] Claude Dutheil se souvient que, sous l'influence des Lorrains, la fréquentation de l'église s'était nettement améliorée. »⁵⁷



Pèlerinage à Lourdes de Fameck et
Neufchef
(Collection Fernand Hacquard)

Les expulsés participèrent à plusieurs pèlerinages à Lourdes et d'autres lieux de culte. Celui d'août 1941 fut un événement majeur pour eux. Il rassembla près de 15 000 Mosellans dont beaucoup résidaient en Dordogne. Madeleine Perl de Florange en témoigna : « les familles se regroupaient parfois pour se rendre à Notre-Dame du Capelou. Elles furent nombreuses à participer au pèlerinage des Alsaciens-Lorrains à Lourdes du 9 au 12 août 1941⁵⁸. »

La vie de tous les jours

Partis de Moselle avec, dans le meilleur des cas, 30 kilos de bagages, et souvent sans argent, ayant dû laisser tous leurs biens chez eux, les expulsés cherchèrent immédiatement du travail, l'allocation de réfugié ne suffisant pas aux besoins de leurs familles.

Leur apport fut le bienvenu : plus de 12 000 Périgourdins étaient prisonniers en Allemagne, les bras manquaient dans les fermes, les entreprises et les commerces.

C'est ainsi qu'à Creysse « les hommes trouvèrent du travail à la Poudrerie de Bergerac, à la papeterie de Creysse, voire pour certains à la scierie de Mussidan. Quant aux femmes, quelques unes trouvèrent à s'employer dans le tabac et dans les vignes. »⁵⁹

À Sorges, les habitants de Fossieux « n'eurent aucun mal à en trouver car malheureusement 64 hommes de la commune étaient prisonniers en Allemagne. Ne restaient quasiment plus dans les fermes que des femmes, des enfants et des vieillards. La plupart des Lorrains allaient en journée au gré des saisons et des besoins des uns et des autres. »⁶⁰

À Thiviers, « très rapidement les hommes ont trouvé des points de chute dans les scieries et les fermes isolées des alentours. Dans bien des cas, les hommes étaient prisonniers en Allemagne et les femmes avaient besoin de main d'œuvre. »⁶¹

À Belvès; « les hommes cherchèrent et trouvèrent du travail à la journée soit chez les artisans du lieu, soit l'été dans les fermes des alentours. [...] L'hiver certains faisaient des coupes dans les forêts de châtaigniers pour la fabrication de piquets de mines. Quelques uns trouvèrent un emploi dans les mines de lignite à Merle à 12 km de Belvès. La

rémunération dans les fermes se faisait souvent en nature ce qui était intéressant pour les familles pour qui rutabagas et topinambours constituaient l'essentiel de l'alimentation. Les Belvésois apprirent aux Lorrains à reconnaître les champignons, cèpes, girolles, bolets, qui abondaient dans les bois. »⁶²

À Condat-sur-Vézère, comme les Alsaciens qui les avaient précédés (60 du 9^e arrondissement de Strasbourg), quand ils ne travaillaient pas la terre, plusieurs Mosellans allèrent travailler à l'usine Progil du Lardin, toute proche, ou à la Poudrerie de Bergerac.

Rôle des Mosellans dans les maquis de Dordogne

Les expulsés n'attendaient qu'une chose : la fin de la guerre avec la défaite des Allemands et leur retour dans leur province.

Les jeunes voulurent jouer un rôle actif dans la libération de l'Alsace-Moselle et beaucoup s'engagèrent dans la Résistance. Après l'invasion de la zone libre en novembre 1942, ils gagnèrent les maquis pour éviter d'être arrêtés par les Allemands et envoyés combattre sur le front russe.

Parmi tous ces résistants on peut citer les douze jeunes de Fossieux qui rejoignirent le maquis de Durestal en février 1943, puis, plus tard intégrèrent la Brigade Alsace-Lorraine ou encore les jeunes de Rodalbe, dont Fernand Hamant, 22 ans, qui fut tué lors d'une mission dangereuse ; René Schleidweiler dit Salers, de Guinzeling, réfugié à Thiviers, qui fut d'abord agent de liaison de l'AS Dordogne-nord, puis l'adjoint de la Capitaine Claude, responsable régionale des Mouvements Unis de la Résistance de la Région 5. Rodolphe Cézard, né à Hayange, prisonnier de guerre de juillet 1940 à février 1941, entra en clandestinité après novembre 1942 et rejoignit Thiviers en décembre 1942. Tout de suite en contact avec Salers, il fut recruté comme chef militaire pour le secteur Nord Dordogne où il créa la brigade RAC.

La Brigade Alsace-Lorraine comptait plusieurs Lorrains parmi ses responsables. Antoine Diener et Adelphe Peltre, instituteurs formés à l'École normale de Montigny-lès-Metz, furent recrutés par Gustave Houver qui avait été chargé par le réseau Martial (la 7^e colonne d'Alsace) de recruter de jeunes Alsaciens-Lorrains qui pourraient venir combattre en Alsace, formant les Groupes mobiles d'Alsace (GMA). En attendant cette possibilité, les GMA se joignirent aux maquis locaux pour participer à la libération de leurs régions d'accueil.

C'est ainsi qu'Antoine Diener et Gustave Houver, devenu son beau-frère, se réfugièrent fin 1943 dans la Double, dans un maquis AS rescapé du maquis Mireille. Début février 1944, Charles Mangold, responsable AS du secteur, demanda à Diener, devenu *Ancel*, de prendre le commandement de ce maquis. Fin février, le maquis quitta la Double et, après de nombreux camps provisoires, s'établit à Durestal sur la commune de Cendrieux.

Gustave Houver fut arrêté le 6 avril 1944 et déporté à Neuengamme près de Hambourg.

Adelphe Peltre intégra l'AS en octobre 1943. De février à juin 1944, il participa à la mise sur pied du service de renseignement du réseau Martial, d'abord sous la responsabilité de Houver, puis seul. En juin il rejoignit le maquis de Durestal et devint l'adjoint de Diener.

Tous deux commandèrent le bataillon Strasbourg de la Brigade Alsace-Lorraine. Adelphe Peltre fut tué au combat dans les Vosges le 2 octobre 1944.

Enfin, il faut souligner le rôle joué dans la Résistance par l'entreprise Marbot-Bata. Lorsque la menace d'un conflit s'était faite pressante, l'usine Bata, créée à Maizières-lès-Vic en Moselle en 1931, avait cherché une solution de repli dans le Sud-Ouest. En août 1939 elle avait acquis l'usine de chaussures Marbot à Neuvic-sur-Isle et en juin 1940 toute l'entreprise s'y replit.

De nombreux ouvriers de Bata s'engagèrent dans la Résistance et la direction de l'usine vint aussi en aide aux maquis. Ainsi Marcel Germain, un instituteur mosellan réfugié à Neuvic et engagé dans les MUR, sollicita début 1943 l'aide de Marbot-Bata pour la fourniture de chaussures à la Résistance. Mais outre des chaussures, les responsables, Prochazka et Edouard, fournirent des renseignements au maquis et prêtèrent des camions pour le transport des marchandises « *sans tenir compte du danger qu'ils pouvaient courir, se sachant particulièrement surveillés par la Gestapo et ses indicateurs. Ils acceptèrent de camoufler parmi leur personnel des réfractaires qui devaient quitter leur résidence, des travailleurs permissionnaires d'Allemagne qui, ne repartant pas, devaient se cacher et trouvaient le meilleur accueil aux usines de Neuvic* »⁶³.



Jeunes de Fossieux engagés dans la Brigade Alsace-Lorraine
(Source : Brigitte Lavigne et Huguette Mazière, op. cit.)



Antoine Diener
(Source COMEBAL)



Fernand Flieg
(Collection Fernande Krafft-Flieg)

Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.
PIEUX SOUVENIR



Soldat de la France
il est mort pour la défense

de
EMILE HACQUARD
mort pour la libération de la France
à Atur (Dordogne) le 15 Août 1944,
à l'âge de 30 ans.

L'heure du danger l'a trouvé debout, prêt à mourir pour son Pays.
Mon Dieu, que l'offrande de cette victime, unie à tant d'autres, obtienne le salut de la France!

Je meurs loin du pays natal, loin de tous ceux que j'ai dû abandonner là-bas, mais au Ciel nous nous retrouverons tous et resterons réunis pendant l'éternité.

cordieux Jésus, donnez-lui le repos éternel!

Collection Fernand Hacquard



Plaque en l'honneur de Paul Albert à Marsaneix

SIGNALEMENT

Taille : 1 mètre 70
Cheveux : blond
Moustache : none
Yeux : bruns
Nez : rectiligne
Base : normale
Dimension : normale
Forme du visage : ovale
Teint : mat
Signes particuliers : menton déformé

NOM : Hacquard
Prénoms : Paul
Fils de : Arthur Hacquard et de Marie-Henriette Roumy
Profession : Ouvrier
Nationalité : Française
Né le : 20 Mai 1914
à : Fumet
Département : Moselle
Domicile : Camp de Bergerac

Signature du titulaire: *Hacquard*

Carte d'identité N° 29285
Délivrée à Bergerac le 20 janvier 1945.
Le Commissaire de Police.



N° 498 SÉRIE : B
Ville de **MAROUAY**

CARTE D'IDENTITÉ

Nom : Delboudy
Prénoms : Jean Pierre
Né le : 8 juillet 1915
Fils de : Raymond Delboudy et de Polange Audy
à : Hougallès (Dordogne)
Département : Dordogne
Domicile : Marouay
Profession : Cultivateur

SIGNALEMENT

Taille : grande
Cheveux : bruns
Moustache : none
Yeux : gris
Nez : aquilin

Teint : bête
Forme générale du visage : allongé
Signes particuliers : none

Signature du titulaire: *Delboudy*

Empreinte digitale: *poignets*

MAROUAY 21 AVR 1944






Vraie et fausse cartes d'identité de Paul Hacquard
(Collection Fernand Hacquard)

Au lendemain de l'attaque du train de Neuvic en juillet 1944, les Allemands décidèrent de frapper fort contre les résistants. Le bilan du combat de Saint-Germain-du-Salembre, le 27 juillet, fut terrible. Trente-deux jeunes résistants y trouvèrent la mort et deux furent faits prisonniers dont Fernand Flieg, chef d'atelier chez Bata.

Celui-ci était né en 1916 à Buhl dans le Haut-Rhin. Marié et père d'une petite fille, il avait suivi l'usine Bata d'Hellocourt à Neuvic. Engagé dans la résistance sous le nom de *Félix*, il était considéré, selon un membre de la Gestapo, comme « *l'homme le plus dangereux de l'usine* ». Lors de son arrestation, il était porteur d'ordres de mission comme agent de liaison d'un camp. Il sera fusillé le 12 août 1944 et enterré dans la cour de la caserne du 35^e Régiment d'artillerie de Périgueux. Son nom est inscrit sur le Mur des Fusillés.

Les frères Hacquard, de Fameck, dont nous avons parlé plus haut (*cf. Optants-expulsés de 1941 à 1943*), s'engagèrent dans la brigade Bir-Hakeim en juin 1944. Le 14 août, des éléments du groupe « *commandés par le lieutenant Charles Mary se dirigèrent vers Périgueux pour attaquer les troupes allemandes. Ils installèrent leur PC dans une ferme à Atur. Le lendemain matin, la ferme était encerclée. Le lieutenant Mary fut blessé aux genoux. Émile Hacquard le pansa et alla chercher du secours avec le lieutenant sur son dos. Ils furent interceptés par les Allemands. Le lieutenant fut abattu et Émile Hacquard torturé et finalement achevé d'une rafale dans la poitrine au lieu-dit Raubaly. Dans le bois de Chabanier, son frère Paul fut blessé à la mâchoire par balle alors que quatre autres FFI étaient tués.* »⁶⁴

Seize autres Mosellans, engagés dans des groupes de résistance AS ou FTP, périrent dans les combats de 1944⁶⁵.

Certains échappèrent de peu à la mort : Paul Albert, né à Grigy en Moselle, fut incorporé de force dans l'armée allemande en janvier 1943. Il déserta et s'évada en Dordogne. Il entra au printemps 1944 dans le maquis Ancel où il fit partie du groupe Rasquin. Après l'attaque du camp de Durestal le 24 juin 1944, Ancel éparpilla ses troupes et Paul Albert et son groupe se réfugièrent dans une bergerie au lieu-dit Martel, commune de Marsaneix. Sur dénonciation le cantonnement fut attaqué le 18 juillet 1944. Paul Albert, bien que blessé, réussit à s'enfuir. Il sera le seul survivant du massacre de ce jour. Il rejoignit le PC d'Ancel et participa aux combats de la Libération. Puis il intégra le bataillon Strasbourg de la brigade Alsace-Lorraine. La ville de Marsaneix l'a fait citoyen d'honneur et a donné son nom à la place de l'église⁶⁶.

Victimes civiles de la répression allemande

Demeurés en Dordogne durant toute la guerre, les Mosellans partagèrent avec leurs hôtes les événements tragiques de 1944.

Devant la multiplication des actions de la Résistance, l'état-major allemand décida de répondre en marquant les esprits. Les représailles furent terribles. Pendant toute une semaine, du 25 mars au 2 avril, la division Brehmer sema la terreur dans le département, fusillant, arrêtant, pillant et brûlant au gré de ses humeurs.

Parmi les victimes on compte plusieurs Mosellans : ainsi à Mussidan, les 16 janvier et 26 mars 1944, furent arrêtés et envoyés en déportation : Joseph Grandidier, Joseph et René Didelon, de Vigy, et trois autres Lorrains.

À Rodalbe, Louis Guerbert et Roger Abel, tous deux âgés de 21 ans furent arrêtés le 31 mars 1944 et envoyés en camp de concentration ; Louis Guerbert mourut des sévices de ses geôliers le 7 mars 1945 à Buchenwald et Roger Abel fut assassiné par un SS à Wittenberg le 20 avril 1945⁶⁷.

Huit Mosellans firent partie des 52 otages massacrés par les Allemands le 11 juin 1944 à Mussidan dont Joseph Bourson, de Vigy et Alphonse Renaud, de Hessange.

LE RETOUR EN MOSELLE

En raison des combats qui se prolongeaient en Alsace-Moselle, les expulsés purent rentrer chez eux seulement au printemps 1945. Pour ceux de Fameck et Neufchef *« pour le retour, la SNCF mit à leur disposition un train spécial dont quatre wagons réservés au mobilier, aux fûts de vin ou aux volailles avec lesquels ils repartaient.*

*Ils arrivèrent dans leur village le 8 mai 1945, jour de l'armistice, dans des camions américains venus les prendre à la gare de Metz. »*⁸

Dans de nombreux cas, les Mosellans trouvèrent leurs maisons vidées de tout leur contenu, voire détruites lors des combats. Un texte écrit par Lilly Hacquard en 2021 (14 ans à l'époque) en accompagnement d'une exposition sur les expulsés mosellans organisée par l'UNC Hayange-Vallée de la Fensch, exprime bien ce qu'ont pu ressentir les réfugiés de retour : *« Rentrée chez elle, il n'y avait plus rien. La maison avait été occupée par un Allemand et il ne s'était pas gêné pour revendre tout ce qu'il voulait avant son départ. Néanmoins, ce n'était pas ce qui la préoccupait en ce moment. Maintenant, elle était chez elle, et c'était tout ce qui comptait.*

Elle se laissa tomber à genoux, et les larmes roulèrent sur ses joues, aussi abondantes que le sang qui avait coulé. Dans sa maison vide, il ne restait plus que deux choses, elle et son espoir. En se relevant, elle essuya ses larmes, la guerre était du passé maintenant. »

LE TEMPS DU SOUVENIR

Les expulsés n'ont pas oublié les communes qui les avaient accueillis. Ceux qui avaient été hébergés dans des familles ont gardé des liens avec elles, qui perdurent aujourd'hui avec les nouvelles générations, surtout si des relations matrimoniales s'étaient nouées.

Mais les relations entre les communes n'ont pas suivi, peut-être parce que les communes mosellanes, souvent beaucoup plus peuplées que les périgourdines, ont été éparpillées entre plusieurs communes, voire plusieurs départements.

Même des communes expulsées entièrement dans une seule commune de Dordogne n'ont pas réussi à pérenniser des liens pourtant très forts à l'époque.

C'est le cas de Fossieux et de Sorges : malgré les très bonnes relations nouées entre les habitants, dont témoigne le livre de Brigitte Lavigne et Huguette Mazière paru en 2006, entre les municipalités le courant ne passe pas. Est-ce dû au fait que les municipalités de Fossieux ont généralement effectué un seul mandat alors que celles de Sorges dureraient ? Force est de constater que lorsque le conseil municipal de Sorges a décidé de donner le nom de *Rue de Fossieux*⁶⁹ à l'une des nouvelles voies du bourg, la municipalité de Fossieux, contactée, n'a pas répondu et n'est pas venue à l'inauguration de la rue.

Les jumelages

Pourtant trois jumelages ont vu le jour.

Mussidan et Vigy

Le 22 septembre 1989, le maire de Mussidan, Gérard Chevalier, écrivit à son homologue de Vigy « *pour envisager ensemble un jumelage de nos deux communes de sensible importance qui ont eu, au moment des heures douloureuses en 1939-1940 des liens affectifs qui restent gravés dans nos mémoires.* »

Cette proposition fut acceptée et le jumelage fut célébré solennellement le 12 août 1990 à Mussidan où une rue fut baptisée *Passage de Vigy*.

À Vigy, il y a une rue et une place de Mussidan et une stèle à la mémoire de victimes du 11 juin 1944 a été érigée place des Écoles.

Lors de cette venue de Vigy à Mussidan, le maire de Sourzac proposa de jumeler sa commune avec le village de Hessange. La cérémonie eut lieu le 27 août 1991 à Hessange.

Lors de la commémoration du 50^e anniversaire du massacre du 11 juin 1944, 36 habitants de Vigy firent le déplacement à Mussidan pour s'associer à cette cérémonie.

En 2010, les deux communes fêtèrent le vingtième anniversaire du jumelage « *en grande pompe* », comme le relate un article du *Républicain Lorrain* du 12 août 2010 : « *À Vigy, ceux qui ont vécu l'expulsion de 1940 ne sont plus très nombreux. Pourtant, le jumelage avec Mussidan, en Dordogne, est l'un des plus actifs de la région. Il vient de fêter son vingtième anniversaire en grande pompe, à Vigy, en présence de quelques-uns des 2 800 habitants de Mussidan. " Le jumelage a été scellé en 1990, raconte Marie-Claire Leclaire, adjointe au maire chargée du jumelage, dont la mère avait été expulsée à Mussidan. Nous avons célébré la signature en Dordogne. Depuis, nous nous revoyons tous les trois ou quatre ans. C'est plus fort qu'un jumelage classique, puisque nous partageons une partie de notre histoire avec Mussidan. "*

" Nous avons voulu faire ce jumelage pour que la mémoire ne s'éteigne pas, explique Josiane Chevalier, première présidente du jumelage avec Vigy, côté Mussidan. En 1990, il nous avait semblé important de renouer les liens d'amitié qui s'étaient créés entre 1940 et 1945. C'est quelque chose qui a beaucoup marqué les habitants de notre commune. Il y avait eu des mariages entre des habitants de Mussidan et ceux de Vigy. Aujourd'hui encore, les enfants de ceux qui avaient accueilli les Lorrains ont des échos de cette période. "



*Jumelage Vigy-Mussidan en 2010
(source Le Républicain lorrain, 13 août 2010)*



Plaque souvenir apposée dans l'église de Mussidan

" Mais petit à petit, les liens de l'Histoire sont remplacés par de véritables liens humains, sourit Marie-Claire Le-claire. Comme en 1940, des amitiés solides se sont forgées grâce au jumelage. "

" C'est vrai que nous aimons beaucoup venir, confirme une Mussidanaise, avec un charmant accent du Sud-Ouest. Nous sommes toujours bien reçus. À chaque fois, nous visitons la région tout en parlant du passé. Ça nous rajeunit. " Mais il n'y a pas que de beaux souvenirs. Dans les conversations, le 11 juin 1944 revient souvent. Ce jour-là, 52 maquisards de Mussidan ont été fusillés après avoir attaqué un train blindé allemand. Certaines des victimes étaient de Vigy. Josiane Chevalier devient plus sérieuse : " C'est aussi pour ne pas oublier ces heures sombres que nous voulons rester unis. " »

En 2010, le journaliste du *Républicain lorrain* disait que ce jumelage était l'un des plus actifs de la région. Aujourd'hui, à Mussidan, il semble oublié. Les témoins anciens de cet accueil ont disparu et il ne semble plus y avoir d'autres liens que ceux noués par certaines familles.

Tourtoirac et Rémilly

Les archives municipales de Tourtoirac ne contiennent pas beaucoup d'informations sur la façon dont se sont organisées les relations entre les deux communes. Elles se sont jumelées le 10 août 1991.

Tourtoirac est allée à Metz pour le 80^e anniversaire de la « Moselle déracinée » du 28 au 31 octobre 2021 et en ont profité pour aller à Rémilly. Rémilly devait être invitée à venir passer le week-end du 1^{er} mai 2025 à Tourtoirac mais ce projet ne s'est pas réalisé. Peut-être une autre année ?

La commune de Tourtoirac affiche au mur de sa mairie le blason de Rémilly et possède une place de Rémilly inaugurée lors de la signature du jumelage.



Le blason de Rémilly sur le mur de la mairie de Tourtoirac (Photo Schunck)



La place de Rémilly à Tourtoirac (Photo Schunck)

Condat-sur-Vézère et Rodalbe

Au cours d'un voyage en Lorraine en 1994, le maire de Condat, Lucien Lajoinie, marié à une Lorraine, se rendit à Rodalbe le 24 mai et demanda à rencontrer le maire. Il eut la surprise de découvrir en cet édile son copain d'enfance lorrain de Condat, Gérard Streiff ... Ils avaient 8 ans ... Gérard Streiff rendit sa visite le 4 octobre suivant et les deux municipalités décidèrent de concrétiser ces retrouvailles par un jumelage qui fut signé solennellement le 30 avril 1995 à Condat. À Pentecôte 1996, ce fut au tour des habitants de Condat de se rendre à Rodalbe.

Du 30 avril au 4 mai 1998, les maires du canton d'Albestroff, dont fait partie Rodalbe, effectuèrent un voyage en Dordogne au cours duquel, après une halte à Oradour-sur-Glane, ils se rendirent à Nontron, lieu d'accueil des communes de Montdidier et Vahl-lès-Bénestroff, à Condat-sur-Vézère, lieu d'accueil de Rodalbe et à Carlux, lieu d'accueil de Bénestroff. Selon un article du *Républicain lorrain* du 15 mai 1998, un jumelage entre le canton de Nontron et celui d'Albestroff fut envisagé. Mais il ne se réalisa pas.

On trouve dans les archives municipales de Condat-sur-Vézère, des témoignages des relations entre les deux communes, notamment par la



Le serment de jumelage Rodalbe-Condat/Vézère (Source archives municipales de Condat)

réception des bulletins municipaux de Rodalbe jusqu'en 2005 ; il y est fait mention d'un séjour de Condat à Rodalbe les 29-30 avril et 1^{er} mai 2000. Ensuite on ne trouve plus rien. Est-ce dû au changement de municipalité à Rodalbe aux élections de 2004 ?

Laure Lajoinie, adjointe au maire de Condat en 2024, nous a informés que le jumelage n'était plus actif. Elle précisait : « Nous avons eu un contact il y a quelques années déjà, avec la visite d'un petit-fils de réfugié lorrain qui était adjoint à la municipalité de Rodalbe, nous avons marqué l'événement. Suite à cela, nous avons essayé d'établir un lien entre nos deux communes, mais après quelques échanges dans les premiers temps, par la suite mes appels et mails sont restés sans suite. je n'ai plus insisté à partir de ce moment là. Cela doit faire au moins trois ans que nous n'avons plus de contact. »

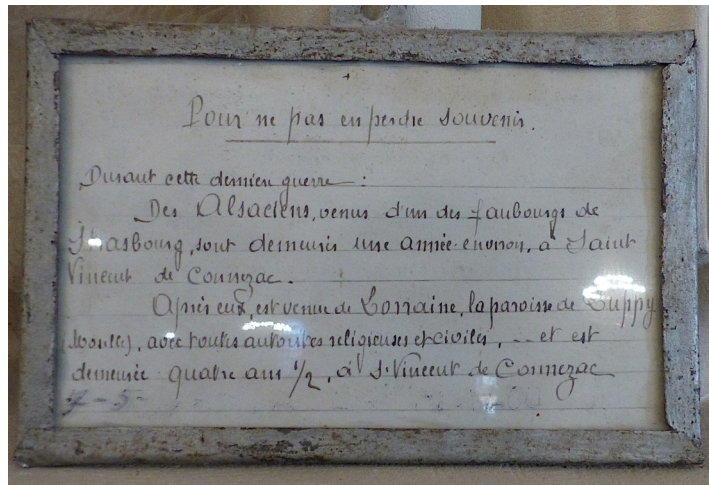
Autres liens

Saint-Vincent-de-Connezac et Luppy

Les plus âgés des habitants de Saint-Vincent-de-Connezac gardent la mémoire de l'accueil des Mosellans de Luppy. Une plaque apposée en 1995 sur le mur d'un bâtiment en face de la mairie en porte témoignage, ainsi qu'une pancarte manuscrite posée aux pieds de la statue offerte par René Hetzel en remerciement pour l'accueil fait aux Alsaciens. Mais il n'y a pas de relations officielles entre les deux communes.



Panneau affiché dans une rue de Saint-Vincent-de-Connezac, en face de la mairie



Pancarte dans l'église, aux pieds de la statue offerte par René Hetzel

Neuvic-sur-Isle et Pange

À Pange, commune située à environ 15 km à l'est de Metz, il y a une rue de Neuvic-sur-l'Isle car en novembre 1940, 30 habitants de Pange expulsés par les Allemands furent accueillis dans cette commune. 30 habitants, cela représente



Les expulsés de Pange devant le foyer de Neuvic-sur-l'Isle (actuelle médiathèque)
(Photos Le Républicain lorrain du 1^{er} juillet 2021)

environ 10 % seulement de la population pangeoise de l'époque, mais sur les photos publiées par *Le Républicain lorrain*, les Pangeois sont près d'une centaine ...

Mais pourtant Pange se souvient. Et en 2021, elle a voulu s'associer aux commémorations initiées par le département de la Moselle et a invité la municipalité de Neuvic à y participer. Une délégation du conseil municipal neuviçois s'est donc rendue en Moselle en novembre 2021. À cette occasion les deux municipalités ont fait appel aux témoignages de leurs concitoyens.

Souvenir des Résistants morts au combat

Ce qui reste aussi, c'est le souvenir de ceux qui sont morts en Dordogne, victimes de la répression allemande comme à Mussidan, ou tués lors des combats pour la Libération. Ce ne sont pas les communes elles-mêmes qui commémorent ces événements, mais le COMEBAL⁷⁰ qui vient régulièrement rappeler l'action de Paul Albert de Grigy le 18 juillet à Marsaneix et d'Attilo Debon et Émile Hacquard de Fameck et Eugène Wirth de Metz le 15 août à Atur.



*Commémoration du massacre du 15 août
1944 à Atur le 15 août 2025*



*Stèle de Martel à Marsaneix
(Photo Schunck)*

Ce serait quand même dommage que le souvenir de cet accueil, qui a été important pour notre département, se perde

ANNEXE

**Tableau des arrivées de trains d'expulsés mosellans du 14 au 24 novembre 1940
(AD 24, 59 W 75)**

Date	Commune d'origine	Nombre	Communes d'accueil
14 novembre	Florange	105	Belvès
	Knutange	110	Belvès
	Hayange	45	Le Coud
	Neufchef	290	Creysse
	Fameck-Audenge	180	Creysse
	Merlange	10	Creysse
16 novembre	Château-Salins	680	Le Bugue, Saint-Cyprien, Siorac, les Eyzies
	Hospices Château-S.	64	Hôpital Trélissac
17 novembre	Rodalbe	200	Terrasson, La Bachellerie, Condat, Le Lardin
	Torcheville	170	Carsac, Calviac
	Bénestroff	100	Carlux, Saint-Julien-de-Lampon
	Guinzeling	56	Thiviers
	Wahl	126	Nontron
	Montdidier	24	Saint-Martial-de-Nontron
	Nebing	178	Nontron
	Languimberg	39	Nontron
	Lostroff	29	Piégut
19 novembre	Courcelles	125	Razac-sur-Isle
	Silly	35	Razac-sur-Isle
	Vry	98	Saint-Astier
	Charleville	80	Montanceix-Montrem
	Vandencourt	60	Montanceix-Montrem
	Barny	175	Saint-Léon-sur-l'Isle
	Coligny	50	Neuvic
	Mezery	25	Neuvic
	Pange	30	Neuvic
	Ozy-Puche	25	Neuvic
	Maizeroy	40	Douzillac
	Glatigny	70	Douzillac
	Marailley	25	Saint-Louis-en-l'Isle
	Vigy	315	Sourzac, Mussidan
20 novembre	Craincourt	214	Mauzens-Miremont, Mouzens, Marnac, Castel, Groléjac, Cazoulès
	Malaucourt	64	Savignac-les-Eglises, Saint-Vincent-sur-l'Isle
	Fossieux	135	Sorges
	Delme	356	Mayac, Coulaures, Saint-Pantaly-d'Excideuil, Saint-Martial-d'Albarède, Excideuil
	Aulnoy	136	Aubas, Montignac, Saint-Geniès
21 novembre	Vulmont	5	Saint-Méard-de-Drôme
	Foville	35	St Méard-de-Dronne
	Moncheux	33	Saint-Pardoux-de-Drôme
	Secourt	73	Ribérac
	Tragny	38	Saint-Martin-de-Ribérac
	Seremange	3	Saint-Martin-de-Ribérac
	Aube	24	Villetoureix
	Sorbet	15	Villetoureix
	Luppy	35	Siorac de Ribérac
	Luppy	51	Saint-Sulpice-de-Roumagnac
	Jury	25	Le Change
	Buchy	19	Le Change
	Bazoncourt	53	Blis et Born
	Vigny	133	Cubjac, La-Boissière-d'Ans

	Peltre-Beuvoy	27	Ribérac
	Sailly-Achâtel	29	Sainte-Eulalie-d'Ans
	Moyeuvre-Grande	6	Chourgnac-d'Ans
	Vallière	9	Chourgnac-d'Ans
	Florange	2	Chourgnac-d'Ans
	Remilly	11	Tourtoirac
	Bechy	75	Cherveix-Cubas
23 novembre	Montigny-lès-Metz	44	Le Buisson
	Metz-Plantiers	7	Le Buisson
	Metz-Saint Julien	47	Le Buisson
	Ars-sur-Moselle	1	Le Buisson
24 novembre	Metz-devant-les-Ponts	30	Lalinde
	Metz-Queleu	31	Lalinde
	Vallière	95	Lalinde
	Metz-ville	131	Bergerac
	Metz-île-Saint-Symphorien	23	Bergerac

NOTES

- 1– Cité par Jean-Claude Jacoby, *Le tourbillon : Maizières-lès-Metz et le Maiziérois dans la Seconde guerre mondiale*, Maizières-lès-Metz, 1991
- 2– Une association des « Malgré-nous, association des mutilés et soldats lorrains » a été créée en mai 1920 à Metz. Source : site de la Société des amis du musée de la Grande guerre, sam2g.fr/peut-on-parler-de-malgre-nous-pour-1914-1918/
- 3- Philippe Wilmouth, *Le diocèse de Metz écartelé 1939-1945 : un évêque, son clergé et le peuple catholique*, thèse de doctorat d'histoire du 27 novembre 2014.
- 4- Henri Hiegel, *Les expulsions et transplantations en Moselle de 1940 à 1945*, Mémoires de l'académie nationale de Metz, 1980-1981, p. 183-197
- 5- AD 24, 3 X 31, affiche affichée à Château-Salins le 10 novembre 1940, transmise au commissaire spécial de Périgueux par l'inspecteur principal de police spéciale Eugène Minker, détaché au commissariat spécial gare
- 6– Cité dans Jean Ast, *Les Mosellans en exil ... Une histoire partagée ... 1939-1945*, autoédition, 2013
- 7– AD 57, 3 W 70
- 8– Témoignage de Roger Bolzinger, de Robas, cité dans AD 57, *De gré ou de force, l'expulsion des Mosellans, 1940-1945*, 2010
- 9– AD 57, 3 W 70
- 10– Témoignage de Fernand Hacquard, fils de Paul et neveu d'Emile, septembre 2025
- 11– Philippe Wilmouth, *op. cit.*
- 12- Sources : Henri Hiegel, *op. cit.*, AD 57, *De gré ou de force*, *op. cit.* et Jean Ast, *op. cit.*
- 13- Témoignage de Madeleine Perl dans *60^e anniversaire de la Libération*, bulletin réalisé par la ville de Florange et l'association Florange Patrimoine et culture, septembre 2004
- 14- Gabriel Streiff, *Tragédie lorraine*, Metz, 1946, cité dans *De gré ou de force (op. cit.)*
- 15– Henri Hiegel, *op. cit.*
- 16– Cité dans Jean Ast, *op. cit.*
- 17– AD 24, 1573 W 10
- 18– Ibidem
- 19– Henri Hiegel, *op. cit.*
- 20– *L'Avenir de la Dordogne et L'Argus du Périgord*
- 21– Charles Altorffer, *Au service des réfugiés alsaciens dans le Sud-Ouest (1939-1945)*, édité par la Société d'histoire de l'Alsace du Nord dans sa revue *L'Outre-forêt*
- 22– AD 24, 3 X 31
- 23– Léon Strauss, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, éd. Jérôme Do Bentzinger, 2010
- 24- Alain Gatti, *Chausser les hommes qui vont pieds nus*, Bata-Hellaucourt, 1931-2001, éd. La Serpenoise, 2004
- 25– *L'Écho des réfugiés* du 20 mai 1942
- 26– AD 24, 1 W 17, Note manuscrite du préfet de la Dordogne au chef de la 2^e division
- 27– AD 24, 1 W 1877
- 28– AD 24, 59 W 75
- 29– AD 24, 1 W 1877
- 30– Ibidem
- 31– AD 24, 3 X 31
- 32- AD 24, 1 W 1852
- 33– Ibidem
- 34– Cité dans *Mussidan 1939-1944, des témoins racontent pour que vive la mémoire*, de Cécile Bordes de Basso de March, imprimerie mussidanaise, 1999
- 35– Brigitte Lavigne et Huguette Mazière, *Sorges-Fossieux, 1940-1945. Entre Lorraine et Dordogne des souvenirs communs unis dans la tourmente*, éd. Mairie de Sorges, 2006
- 36– AD 24, 60 X 205
- 37– Ibidem
- 38– AD 24, 60 W 32
- 39– AD 24, 1 W 1836
- 40– Ibidem

- 41– Ibidem
- 42– Ibidem, courrier du 1^{er} janvier 1941
- 43– *L'Écho des réfugiés* du 29 juin 1941
- 44– AD 24, 60 W 205
- 45– AD 24, 59 W 75
- 46– AD 24, 3 X 34, enquête auprès des maires de janvier 1940
- 47– Jean Ast, *op. cit.*
- 48– Le supérieur général des frères de Matzenheim était le frère Arnold réfugié à Trélissac. Il avait fondé à Zelsheim une maison d'éducation pour enfants abandonnés ou en danger. Le 12 août 1940, les enfants d'origine non alsacienne furent expulsés vers Lyon. Le 17 décembre 1940, ce fut le tour des frères qui rejoignirent Lourdes. Le 7 janvier 1941, le directeur, frère Bernard Arnold, et 7 autres frères se rendirent à Trélissac où ils furent accueillis par Mgr Ruch, l'évêque de Strasbourg. Frère Arnold partit à Lyon à la recherche des « ses » enfants et les ramena à Trélissac le 17 janvier 1941.
- 49– *Sorges-Fossieux, op. cit.*
- 50– *L'Écho des réfugiés* indique la présence à Mussidan d'environ 750 réfugiés : 400 Lorrains, 150 Alsaciens et 200 autres
- 51– *L'Entraide*, 15 mai 1944
- 52– Abbé Pierre Divot, *Neufchef, Dans le cadre de l'histoire régionale*, éd. Le lorrain, 1970
- 53– Témoignage de Madeleine Perl, *op. cit.*
- 54– Cité par Philippe Wilmouth, *op. cit.*
- 55– Témoignage de Madeleine Perl, *op. cit.*
- 56– Cité par Philippe Wilmouth, *op. cit.*
- 57– *Sorges-Fossieux, op. cit.*
- 58– Témoignage de Madeleine Perl, *op. cit.*
- 59– François Schunck, *Des expulsés lorrains à la Poudrerie de Bergerac*, in *Secrets de pays* n°5, 1^{er} semestre 2015
- 60– *Sorges-Fossieux, op. cit.*
- 61– Témoignage de Jean-Marie Adrian, de Guinzeling, dans Jean Ast, *op. cit.*
- 62– Témoignage de Madeleine Perl, *op. cit.*
- 63– Alain Gatti, *op. cit.*
- 64– Philippe Wilmouth, notice sur Émile Hacquard dans le Maitron des fusillés en ligne : www.fusilles-40-44.maitron.fr
- 65– Cf. Bernard Reviriego, *Fusillés et morts au combat en Dordogne (1940-1944)*, éd. Secrets de pays, 2023
- 66– Fiche sur le site du Comité pour la mémoire de la Brigade Alsace-Lorraine : <http://comebal.free.fr>
- 67– Discours du maire de Condat-sur-Vézère le 30 avril 1995, Archives municipales de Condat-sur-Vézère
- 68– François Schunck, *op. cit.*
- 69– Entretien téléphonique du 3 février 2025 avec Jean-Jacques Ratier, maire de Sorges de 2001 à 2023
- 70– COmité pour la MEmoire de la Brigade Alsace-Lorraine

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives

AD 24 : 3 X 31, 3 X 34, 1 W 17, 1 W 1836, 1 W 1852, 1 W 1877, 59 W 75, 60 W 32, 60 W 205, 1573 W 10

AD 57 : 3 W 70, *De gré ou de force, l'expulsion des Mosellans, 1940-1945*, 2010

Sites Internet

COMEBAL : <http://comebal.free.fr>

Maitron des fusillés : www.fusilles-40-44.maitron.fr

Bibliographie

Altorffer Charles, *Au service des réfugiés alsaciens dans le Sud-Ouest (1939-1945)*, édité par la Société d'histoire de l'Alsace du Nord dans sa revue *L'Outre-Forêt*

Ast Jean, *Les Mosellans en exil ... Une histoire partagée ... 1939-1945*, autoédition, 2013

Bordes de Basso de March Cécile, *Mussidan 1939-1944, des témoins racontent pour que vive la mémoire*, imprimerie mussidanaise, 1999

Divot Pierre (Abbé), *Neufchef, Dans le cadre de l'histoire régionale*, éd. Le lorrain, 1970

Gatti Alain, *Chausser les hommes qui vont pieds nus, Bata-Hellaucourt, 1931-2001*, éd. La Serpenoise, 2004

Hiegel Henri, *Les expulsions et transplantations en Moselle 1940 à 1945*, Mémoires de l'académie nationale de Metz, 1980-1981

Jacoby Jean-Claude, *Le tourbillon : Maizières-lès-Metz et la Maiziérois dans la Seconde guerre mondiale*, Maizières-lès-Metz, 1991

Lavigne Brigitte, Mazières Huguette, *Sorges-Fossieux, 1940-1945. Entre Lorraine et Dordogne des souvenirs communs unis dans la tourmente*, éd. Mairie de Sorges, 2006

Reviriego Bernard, *Fusillés et morts au combat en Dordogne (1940-1944)*, éd. Secrets de pays, 2023

Schunck François, *Des expulsés lorrains à la Poudrerie de Bergerac*, in *Secrets de pays* n°5, 1^{er} semestre 2015

Strauss Léon, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, éd. Jérôme Do Bentzinger, 2010

Ville de Florange et association Florange Patrimoine et culture, *60^e anniversaire de la Libération*, septembre 2004

Wilmouth Philippe, *Le diocèse de Metz écartelé 1939-1945 : un évêque, son clergé et le peuple catholique*, thèse de doctorat d'histoire du 27 novembre 2014